

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 1999 — 4050

[S - C - 99/10176]

13 DECEMBRE 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 relatif à la publicité des actes et documents des sociétés et des entreprises

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à Votre signature a pour objet :

— de moderniser et de rendre plus efficace la tenue par les greffes des tribunaux de commerce du dossier ouvert au nom des entreprises situées dans leur arrondissement judiciaire;

— d'assouplir le dépôt des comptes annuels et consolidés des entreprises;

— et d'uniformiser le régime de fixation des tarifs de publication d'actes et de documents aux Annexes au *Moniteur belge*.

Votre arrêté du 25 novembre 1991 relatif à la publicité des actes et documents des sociétés et des entreprises dispose que le greffe de chaque tribunal de commerce constitue un dossier relatif :

— aux sociétés commerciales, selon le cas de droit belge ou de droit étranger mais ayant en Belgique une succursale ou un siège d'opération, inscrites au registre du commerce tenu par ce tribunal. Ce dossier forme dans ce cas une subdivision spéciale du dossier constitué dans le cadre des lois relatives au registre du commerce, coordonnées le 20 juillet 1964;

— aux sociétés civiles à forme commerciale, aux groupements d'intérêt économique et aux groupements européens d'intérêt économique de droit belge, lorsqu'ils ont établi leur siège social dans le ressort territorial du tribunal de commerce concerné;

— aux groupements d'intérêt économique et aux groupements européens d'intérêt économique de droit étranger qui ont une succursale ou un siège d'opération dans le ressort territorial du tribunal de commerce concerné;

— aux sociétés étrangères dont les effets sont repris à la cote officielle d'une bourse belge des valeurs mobilières;

— ainsi qu'aux organismes publics ayant une mission statutaire à caractère industriel, commercial ou financier et établis dans le ressort territorial du tribunal de commerce concerné.

Chacun de ces dossiers contient les actes, extraits d'actes, procès-verbaux et documents dont la publicité est prévue par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales, par la loi du 12 juillet 1989 portant diverses mesures d'application du Règlement (CEE) n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique, par la loi du 17 juillet 1989 sur les groupements d'intérêt économique et par l'arrêté royal du 12 septembre 1983 portant exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

Par exception, les comptes annuels et consolidés des entreprises ne sont pas versés dans ces dossiers mais centralisés auprès de la Centrale des Bilans de la Banque Nationale de Belgique, dans ce cas, seule une mention du dépôt de ces comptes est versée au dossier de l'entreprise.

À l'heure actuelle, ces pièces sont reçues par les greffes des tribunaux de commerce, conservées et mises à la disposition des tiers, sur support papier.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 1999 — 4050

[S - C - 99/10176]

13 DECEMBER 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991 op de openbaarmaking van akten en stukken van vennootschappen en ondernemingen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat de Regering de eer heeft U ter ondertekening voor te leggen heeft tot doel :

— de wijze waarop de griffies van de rechtbanken van koophandel het dossier bijhouden op naam van de ondernemingen uit hun rechtsgebied, te moderniseren en te rationaliseren;

— de neerlegging van de jaarrekening en van de geconsolideerde jaarrekening van de ondernemingen te versoepelen;

— en het regime volgens hetwelk de tarieven voor de openbaarmaking van akten en stukken in de Bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* worden vastgesteld, eenvormig te maken.

Uw besluit van 25 november 1991 op de openbaarmaking van akten en stukken van vennootschappen en ondernemingen bepaalt dat de griffie van elke rechtbank van koophandel een dossier bijhoudt over :

— de in het handelsregister bij deze rechtbank ingeschreven handelsvennootschappen hetzij naar Belgisch recht, hetzij naar buitenlands recht met een bijkantoor of centrum van werkzaamheden in België. Dit dossier vormt in dit geval een bijzondere afdeling van het dossier dat wordt bijgehouden ter uitvoering van de wetten betreffende het handelsregister, gecoördineerd op 20 juli 1964;

— de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, de economische samenwerkingsverbanden en de Europese economische samenwerkingsverbanden naar Belgisch recht, wanneer hun maatschappelijke zetel in het rechtsgebied van de betrokken rechtbank van koophandel is gevestigd;

— de economische samenwerkingsverbanden en de Europese economische samenwerkingsverbanden naar buitenlands recht met een bijkantoor of een centrum van werkzaamheden in het rechtsgebied van de betrokken rechtbank van koophandel;

— de buitenlandse ondernemingen waarvan de effecten in de officiële notering van een Belgische effectenbeurs zijn opgenomen;

— alsook de openbare instellingen die een statutaire opdracht vervullen van industriële, commerciële of financiële aard en die in het rechtsgebied van de betrokken rechtbank van koophandel zijn gevestigd.

Elk van deze dossiers bevat de akten, uittreksels van akten, processen-verbaal en stukken waarvan de openbaarmaking voorgeschreven is door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, door de wet van 12 juli 1989 houdende verscheidene maatregelen tot toepassing van de (EËG) Verordening nr. 2137/85 van de Raad van 25 juli 1985 tot instelling van Europese economische samenwerkingsverbanden, door de wet van 17 juli 1989 betreffende de economische samenwerkingsverbanden en door het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot uitvoering van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen.

Bij wijze van uitzondering worden de jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen van de ondernemingen niet in de voormelde dossiers opgenomen, maar gecentraliseerd bij de Balanscentrale van de Nationale Bank van België. In dat geval wordt in het dossier van de onderneming enkel een mededeling van de neerlegging van voormelde rekeningen opgenomen.

Alle stukken worden thans door de griffies van de rechtbanken van koophandel op papier ontvangen, bewaard en beschikbaar gesteld voor derden.

Ce support présente toutefois de sérieux inconvénients :

- la conservation de ces pièces nécessite un espace d'archivage, qui se traduit par des coûts de location, d'entretien et de fonctionnement;
- le travail administratif découlant de la mise à jour des dossiers, de leur inventarisation, de leur mise à la disposition du public et de leur classement, est considérable;
- le risque de perte, de vol, de destruction ou de mauvais classement d'une pièce est réel.

Compte tenu de l'évolution technologique intervenue ces dernières années dans le domaine informatique, l'arrêté soumis à Votre signature a pour objet d'ouvrir la possibilité de tenir les dossiers précités non seulement sur papier, mais également sur support informatique, en faisant, entre autre, usage de la délégation prévue par l'article 10, § 2, alinéa 2, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, qui dispose que "le Roi détermine les modalités de constitution du dossier".

Chaque dossier pourra dès lors comporter une partie matérielle, qui contiendra les pièces déposées sur papier, et une partie électronique qui contiendra les pièces déposées par un canal informatique. Une mention à portée générale apposée sur la couverture de la partie matérielle du dossier, attirera l'attention des tiers intéressés sur l'existence de la partie électronique de ce même dossier, dont le contenu pourra être consulté par exemple via impression d'un listing mis à jour ou par un terminal.

Cette dématérialisation pourra, dans une première phase, être appliquée pour les pièces qui ne proviennent pas de l'entreprise elle-même mais d'une source externe informatisée. C'est le cas du texte de la mention de dépôt des comptes annuels et consolidés, qui est transmis par la Banque Nationale de Belgique et versé dans le dossier de l'entreprise déposante.

Outre les inconvénients déjà énumérés ci-dessus, la transmission sur papier du texte de ces mentions de dépôt issues du "Recueil des mentions" constitué par la Banque Nationale de Belgique dans son système informatique, présente en effet deux inconvénients complémentaires :

- les dépôts de comptes annuels sont concentrés durant la période de mai à septembre. Les greffes reçoivent donc de grandes quantités de documents à verser dans le dossier des entreprises concernées au moment où le personnel est réduit à cause des vacances annuelles. Ceci entraîne un retard dans le classement des mentions de dépôt dans le dossier des entreprises déposantes qui, dans l'intervalle, n'est pas exhaustif;
- en outre, les greffes doivent réintroduire manuellement les données figurant sur ces mentions dans leur propre application informatique, ce qui est à la fois un investissement considérable en termes de temps de travail et une source d'erreur.

Or, la Banque Nationale de Belgique envoie chaque jour, par télétransmission, le texte des mentions de dépôt au *Moniteur belge*, qui le publie aux Annexes au *Moniteur belge* en vertu de l'article 10, § 2, de l'arrêté précité.

Le Centre de Traitement de l'Information du Ministère de la Justice récupérera dès lors ces données, les triera par greffe et les injectera automatiquement dans l'application informatique propre du greffe concerné, qui sera ainsi dispensé de l'encodage manuel de ces données dans sa propre application informatique.

La possibilité pour les intéressés de consulter directement un registre informatisé des mentions de dépôt plutôt que la partie matérielle du dossier de l'entreprise soulagera en outre la charge des greffes, facilitera et accélérera l'accès aux données et garantira enfin l'exhaustivité et l'actualité de ces données.

L'arrêté qui est soumis à Votre signature modifie encore Votre arrêté du 25 novembre 1991 précité à deux autres égards :

- jusqu'à présent, l'entreprise doit déposer ses comptes annuels ou consolidés auprès du siège de la Banque Nationale de Belgique correspondant au tribunal de commerce auprès duquel son dossier est tenu. Ce tableau de correspondance est publié au *Moniteur belge*.

Par souci de simplification, singulièrement dans le chef des tiers-dépôts professionnels (fiduciaires, bureaux comptables, etc.), liberté sera désormais laissée aux entreprises de choisir le siège de la Banque Nationale de Belgique auprès duquel elles déposeront leurs comptes annuels et consolidés, étant entendu que les copies des comptes sont de toute façon disponibles auprès de l'ensemble des sièges de la Banque Nationale de Belgique, quel que soit le siège où ils ont été déposés :

Nochtans vertoont papier als drager ernstige nadelen :

- de bewaring van die stukken vergt archiefruimte, met daaraan verbonden kosten van huur, onderhoud en werking;
- de actualisering, de inventarisering, de beschikbaarstelling voor het publiek en de opberging van de dossiers vergen veel administratief werk;
- het risico dat een stuk verloren gaat, ontvreemd, vernield of slecht opgeborgen wordt, is niet denkbeeldig.

Gelet op de technologische evolutie die op informaticavlak heeft plaatsgevonden tijdens de jongste jaren, heeft het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, tot doel de mogelijkheid te scheppen voormelde dossiers niet alleen op papier, maar ook op een informatiecadrager bij te houden. Daarvoor wordt onder andere, gebruik gemaakt van de delegatie voorzien door artikel 10, § 2, lid 2, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, luidend als volgt : "De Koning stelt nadere regels voor het aanleggen van het dossier".

Elk dossier zal bijgevolg kunnen bestaan uit een materieel deel, met de op papier neergelegde stukken, en uit een elektronisch deel met de via een informaticakanaal neergelegde stukken. Een algemene vermelding op de kaft van het materiële deel van het dossier zal de aandacht van de belangstellenden erop vestigen dat het dossier ook een elektronisch deel bevat, waarvan de inhoud bijvoorbeeld middels een afdruk van een bijgewerkte listing of middels een beeldscherm geraadpleegd zal kunnen worden.

Deze dematerialisatie zal, in een eerste fase, kunnen worden toegepast voor alle stukken die niet van de onderneming zelf maar uit een extern bestand afkomstig zijn, zoals voor de tekst van de mededeling van de neerlegging van een jaarrekening of een geconsolideerde jaarrekening. Deze tekst wordt door de Nationale Bank van België opgestuurd en in het dossier van de neerleggende onderneming opgenomen.

Het op papier opsturen van de tekst van deze mededelingen van neerlegging, op basis van de door de Nationale Bank van België in haar informaticasysteem aangelegde "Verzameling der mededelingen" heeft, naast de reeds hierboven opgesomde nadelen, nog twee andere nadelen :

- de meeste jaarrekeningen worden neergelegd van mei tot september. De griffies ontvangen dus veel stukken die ze in het dossier van de betrokken ondernemingen moeten opnemen in een periode tijdens dewelke de personeelsbezetting wegens het jaarlijks verlof is gedaald. Het opnemen van deze stukken kent dan meestal vertraging, waardoor het dossier van de betrokken ondernemingen zolang onvolledig is;
- bovendien moeten de griffies de gegevens uit deze mededelingen manueel in hun eigen informaticatoepassing invoeren, wat zowel een aanzienlijke tijdsinvestering als een bron van vergissing betekent.

Nochtans bezorgt de Nationale Bank van België dagelijks de tekst van de mededelingen van weerleggingen per teletransmissie aan het Bestuur van het *Belgisch Staatsblad*, dat deze tekst vervolgens krachtens artikel 10, § 2, van voormeld besluit bekend maakt.

Het Centrum voor Informatieverwerking van het Ministerie van Justitie zal deze gegevens dus ook overnemen, per griffie uitsplitsen en automatisch in de informaticatoepassing van de betrokken griffie opnemen, waardoor de manuele invoer van deze gegevens in de eigen informaticatoepassing van de griffie overbodig wordt.

De mogelijkheid die aan belangstellenden wordt geboden om een geïnformatiseerd register van de mededelingen van weerleggingen te raadplegen in de plaats van het materiële deel van het dossier, zal ook het werk van de griffies verlichten, de toegang tot de informatie vergemakkelijken en versnellen en de volledigheid en actualiteit van deze informatie ten goede komen.

Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, wijzigt Uw besluit van 25 november 1991 nog op twee andere punten :

- tot nu toe moet de onderneming haar jaarrekening of geconsolideerde jaarrekening neerleggen bij de vestiging van de Nationale Bank van België die overeenstemt met de rechtbank van koophandel waar het dossier van de betrokken onderneming wordt bijgehouden. Deze overeenstemmingstabel is in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd.

Om de neerlegging te vergemakkelijken, in het bijzonder voor de professionele derde-neerleggers (fiduciaires, boekhoudkantoren, enz.), zullen de ondernemingen voortaan vrij kunnen bepalen bij welke vestiging van de Nationale Bank van België zij de jaarrekening en geconsolideerde jaarrekening zullen neerleggen, in elk geval kunnen door alle vestigingen van de Nationale Bank van België kopieën van alle rekeningen worden afgeleverd, waar ze ook worden neergelegd :

— actuellement, l'arrêté du 25 novembre 1991 précité dispose que le montant des frais de publication aux Annexes au *Moniteur belge* de la mention de dépôt des comptes annuels est fixé par arrêté royal, alors que le montant des frais de publication aux dites Annexes des autres actes, extraits d'actes, procès-verbaux et documents est fixé par arrêté ministériel. Or, il semble cohérent que ces deux tarifs inscrits tous deux au Budget de l'Etat et couvrant le même type de prestation, soient fixés au moyen du même instrument juridique. L'arrêté soumis à Votre signature dispose dès lors que les frais de publication d'actes d'entreprises aux Annexes au *Moniteur belge* seront désormais tous fixés par arrêté ministériel, quelle que soit la nature de l'acte faisant l'objet de cette publication.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux,
et très fidèle serviteur,
Le Ministre de la Justice,
VERWILGHEN

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 20 octobre 1999, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 relatif à la publicité des actes et documents des sociétés et des entreprises », a donné le 1^{er} décembre 1999 l'avis suivant :

Examen du projet

Observation préliminaire

Le but principal de l'arrêté en projet est de permettre que le dossier des entreprises puisse comporter, outre une partie matérielle contenant les pièces déposées sur papier, une partie électronique contenant les pièces déposées par un canal informatique. Le rapport au Roi précise que « cette dématérialisation pourra être appliquée pour les pièces qui ne proviennent pas de l'entreprise elle-même mais d'une source externe informatisée » et cite, à titre d'exemple, le texte de la mention de dépôt des comptes annuels et consolidés transmis par la Banque nationale de Belgique et versé dans le dossier de l'entreprise déposante.

Renseignements pris auprès du fonctionnaire délégué, il apparaît qu'actuellement, le texte de la mention de dépôt des comptes annuels et consolidés est, en réalité, le seul document qui puisse être déposé dans la partie électronique du dossier.

Préambule

A l'alinéa 1^{er}, le fondement légal indiqué doit être mentionné avec plus de précision, à savoir l'article 10, § 2, alinéa 2, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, remplacé par la loi du 6 mars 1973 et modifié par la loi du 24 mars 1978. En outre, il convient également de tenir compte de :

a) l'article 80, alinéas 4 et 5, des mêmes lois coordonnées qui constitue le fondement légal des articles 6 et 7 de l'arrêté en projet;

b) l'article 10, § 3, alinéa 3, des mêmes lois coordonnées qui constitue le fondement légal de l'article 8 de l'arrêté en projet.

Mieux vaut, dès lors, rédiger l'alinéa 1^{er} comme suit :

« Vu les lois coordonnées sur les sociétés commerciales, notamment l'article 10, § 2, alinéa 2, remplacé par la loi du 6 mars 1973 et modifié par la loi du 24 mars 1978, l'article 10, § 3, alinéa 3, remplacé par la loi du 6 mars 1973 et l'article 80, alinéas 4 et 5, remplacé par la loi du 18 juillet 1991; ».

— het voormelde besluit van 25 november 1991 bepaalt dat het bedrag van de kosten voor de bekendmaking, in de Bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad*, van de mededeling van neerlegging van de jaarrekening wordt vastgesteld bij koninklijk besluit, terwijl het bedrag van de bekendmaking in voormelde Bijlagen van de andere akten, uittreksels van akten, processen-verbaal en stukken wordt vastgesteld bij ministerieel besluit. Het lijkt echter coherent dat deze twee tarieven die allebei in de Staatsbegroting zijn ingeschreven en allebei dezelfde soort van prestaties dekken, op eenzelfde wijze zouden worden vastgesteld. Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd bepaalt dan ook dat alle kosten voor de bekendmaking van akten van ondernemingen in de Bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* voortaan bij ministerieel besluit worden vastgesteld, ongeacht de aard van de bekend te maken akte.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige,
en zeer trouwe dienaar,
De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 20 oktober 1999 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991 op de openbaarmaking van akten en stukken van venootschappen en ondernemingen », heeft op 1 december 1999 het volgende advies gegeven :

Onderzoek van het ontwerp

Voorafgaande opmerking

Het ontworpen besluit heeft vooral tot doel het mogelijk te maken dat het dossier van een onderneming naast een materieel gedeelte, met de op papier neergelegde stukken, een elektronisch gedeelte zou bevatten met de stukken die via een informaticakanaal zijn neergelegd. In het verslag aan de Koning staat dat « deze dematerialisatie zal kunnen worden toegepast voor alle stukken die niet van de onderneming zelf maar uit een extern bestand afkomstig zijn », waarbij het voorbeeld wordt gegeven van de tekst van de mededeling betreffende de neerlegging van een jaarrekening of een geconsolideerde jaarrekening, die door de Nationale Bank van België wordt opgestuurd en in het dossier van de neerleggende onderneming wordt opgenomen.

Uit inlichtingen die de gemachtigde ambtenaar heeft verstrekt, blijkt dat de tekst van de mededeling van de neerlegging van jaarrekeningen of van geconsolideerde rekeningen thans in feite het enige document is dat deel kan uitmaken van het elektronisch gedeelte van het dossier.

Aanhef

In het eerste lid dient de rechtsgrond, namelijk artikel 10, § 2, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvenootschappen, vervangen bij de wet van 6 maart 1973 en gewijzigd bij de wet van 24 maart 1978, nauwkeuriger te worden vermeld. Bovendien behoort rekening te worden gehouden met :

a) artikel 80, vierde en vijfde lid, van dezelfde gecoördineerde wetten, welke bepaling de rechtsgrond vormt van de artikelen 6 en 7 van het ontworpen besluit;

b) artikel 10, § 3, derde lid, van dezelfde gecoördineerde wetten, welke bepaling de rechtsgrond vormt van artikel 8 van het ontworpen besluit.

Het eerste lid zou dan ook beter als volgt worden gesteld :

« Gelet op de gecoördineerde wetten op de handelsvenootschappen, inzonderheid op artikel 10, § 2, tweede lid, vervangen bij de wet van 6 maart 1973 en gewijzigd bij de wet van 24 maart 1978, op artikel 10, § 3, derde lid, vervangen bij de wet van 6 maart 1973, en op artikel 80, vierde en vijfde lid, vervangen bij de wet van 18 juli 1991; ».

Dans les alinéas 2 et 3, il faut mentionner avec plus de précision le fondement légal de l'article 5 de l'arrêté en projet et indiquer le fondement légal de l'article 8 de l'arrêté en projet, dans la mesure où ce dernier s'applique aux groupements européens d'intérêt économique et aux groupements d'intérêt économique. C'est pourquoi, il est proposé de rédiger ces deux alinéas comme suit :

« Vu la loi du 12 juillet 1989 portant diverses mesures d'application du Règlement (CEE) n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique, notamment l'article 6, § 2, alinéa 2 et § 3, alinéa 3;

Vu la loi du 17 juillet 1989 sur les groupements d'intérêt économique, notamment l'article 7, § 3, alinéa 4 et § 4, alinéa 3; ».

A l'alinéa 5, la mention de l'arrêté royal du 12 septembre 1983 portant exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises n'est pas pertinente. En effet, ce n'est pas cet arrêté royal mais bien l'article 10, § 2, de la loi du 17 juillet 1975 précitée qui constitue le fondement légal de l'article 3 de l'arrêté en projet. La mention de ce fondement légal doit être insérée entre les alinéas 1^{er} et 2 du préambule. Il est proposé de rédiger l'alinéa nouveau comme suit :

« Vu la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, notamment l'article 10, § 2, remplacé par la loi du 1^{er} juillet 1983; ».

Dispositif

Article 1^{er}

Dans le liminaire, il convient de remplacer les mots « comme suit » par les mots « par les alinéas suivants ».

Article 6

Conformément aux règles de légistique, il est préférable de diviser l'article en projet en « 1° » et « 2° » au lieu de « a) » et « b) ». La même remarque vaut pour l'article 8 de l'arrêté en projet.

Article 8

Sous le b) devenant 2°, mieux vaut écrire :

« au § 2, l'alinéa 4 est abrogé. ».

Article 9

L'article 17, § 1^{er} de l'arrêté royal du 25 novembre 1991, modifié par l'article 8, 1°, de l'arrêté en projet, habilite le Ministre de la justice à fixer le tarif des frais de publication aux annexes au *Moniteur belge*, de la mention visée à l'article 10, § 2, dudit arrêté. Dans le même temps, le tarif précité fixé à l'article 17, § 2, alinéa 4, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991, est abrogé (article 8, 2°, de l'arrêté en projet).

Il convient cependant d'éviter que ce tarif ne soit abrogé avant que n'entre en vigueur l'arrêté ministériel susmentionné. A cet égard, le fonctionnaire délégué a indiqué qu'il est prévu de faire entrer en vigueur le nouveau tarif à fixer par arrêté ministériel, le 1^{er} janvier 2000 afin que celui-ci puisse être appliqué à toute l'année budgétaire 2000.

Dans cette optique, il est proposé de libeller l'article 9 comme suit, pour autant que le projet devienne un arrêté royal publié au *Moniteur belge* au plus tard le 1^{er} janvier 2000 et que l'arrêté ministériel évoqué soit pris et publié dans le même délai :

« Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2000. ».

La chambre était composée de :

MM. :

J.-J. Stryckmans, premier président;

Y. Kreins, P. Quertainmont, conseillers d'Etat;

F. Delperee, J. Kirkpatrick, assesseurs de la section de législation;

Mme J. Gielissen, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par M. J. Regnier, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. Brouwers, référendaire.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. Stryckmans.

Le greffier,
J. Gielissen.

Le premier président,
J.-J. Stryckmans.

In het tweede en het derde lid moet de rechtsgrond van artikel 5 van het ontworpen besluit nauwkeuriger worden vermeld en dient de rechtsgrond te worden aangegeven van artikel 8 van het ontworpen besluit, doordat laatstgenoemd artikel van toepassing is op de al dan niet Europese economische samenwerkingsverbanden. Daarom wordt voorgesteld die beide leden als volgt te redigeren :

« Gelet op de wet van 12 juli 1989 houdende verscheidene maatregelen tot toepassing van de Verordening (EEG) nr. 2137/85 van de Raad van 25 juli 1985 tot instelling van Europese economische samenwerkingsverbanden, inzonderheid op artikel 6, § 2, tweede lid, en § 3, derde lid;

Gelet op de wet van 17 juli 1989 betreffende de economische samenwerkingsverbanden, inzonderheid op artikel 7, § 3, vierde lid, en § 4, derde lid; ».

In het vijfde lid is de verwijzing naar het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot uitvoering van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen irrelevant. De rechtsgrond van artikel 3 van het ontworpen besluit wordt immers niet gevormd door dat koninklijk besluit, maar door artikel 10, § 2, van de voormelde wet van 17 juli 1975. De verwijzing naar die rechtsgrond moet worden ingevoegd tussen het eerste lid van de aanhef en het tweede lid ervan. Er wordt voorgesteld dat nieuwe lid als volgt te redigeren :

« Gelet op de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, inzonderheid op artikel 10, § 2, vervangen bij de wet van 1 juli 1983; ».

Dispositief

Artikel 1

In de inleidende zin dienen de woorden « als volgt » te worden vervangen door de woorden « met de volgende leden ».

Artikel 6

Overeenkomstig de regels van de wetgevingstechniek is het beter het ontworpen artikel onder te verdelen door middel van « 1° » en « 2° » in plaats van door middel van « a) » en « b) ». Deze opmerking geldt ook voor artikel 8 van het ontworpen besluit.

Artikel 8

In punt b), dat onderdeel 2° wordt, is het beter te schrijven :

« In § 2 wordt het vierde lid opgeheven. ».

Artikel 9

In artikel 17, § 1, van het koninklijk besluit van 25 november 1991, welke bepaling gewijzigd wordt bij artikel 8, 1°, van het ontworpen besluit, wordt de Minister van Justitie ertoe gemachtigd het tarief vast te stellen van de kosten van bekendmaking in de Bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* van de mededeling bedoeld in artikel 10, § 2, van dat besluit. Tegelijk wordt datzelfde tarief, vastgelegd bij artikel 17, § 2, vierde lid, van het koninklijk besluit van 25 november 1991, opgeheven (artikel 8, 2°, van het ontworpen besluit).

Er moet echter worden voorkomen dat dit tarief opgeheven wordt voordat het hiervoren bedoelde ministerieel besluit in werking treedt. In dat verband heeft de gemachtigde ambtenaar aangegeven dat het voornemen bestaat om het nieuwe tarief, dat bij ministerieel besluit moet worden vastgesteld, in werking te laten treden op 1 januari 2000 opdat het op het volledige begrotingsjaar 2000 kan worden toegepast.

In die optiek wordt voor artikel 9 de volgende redactie voorgesteld, voor zover het ontwerp een koninklijk besluit wordt dat uiterlijk op 1 januari 2000 in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en voor zover het ministerieel besluit in kwestie binnen diezelfde termijn uitgevaardigd en bekendgemaakt wordt :

« Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2000. ».

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

J.-J. Stryckmans, eerste voorzitter;

Y. Kreins, P. Quertainmont, staatsraden;

F. Delperee, J. Kirkpatrick, afdeling wetgeving;

Mevr. J. Gielissen, toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Regnier, eerste auditeur-afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer P. Brouwers, referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J.-J. Stryckmans.

De griffier,
J. Gielissen.

De eerste voorzitter,
J.-J. Stryckmans.

13 DECEMBRE 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 relatif à la publicité des actes et documents des sociétés et des entreprises

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois coordonnées sur les sociétés commerciales, notamment l'article 10, § 2, alinéa 2, remplacé par la loi du 6 mars 1973 et modifié par la loi du 24 mars 1978, l'article 10, § 3, remplacé par la loi du 6 mars 1973 et l'article 80, alinéas 4 et 5, remplacé par la loi du 18 juillet 1991;

Vu la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, notamment l'article 10, § 2, remplacé par la loi du 1er juillet 1983;

Vu la loi du 12 juillet 1989 portant diverses mesures d'application du Règlement (CEE) n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique, notamment l'article 6, § 2, alinéa 2 et § 3, alinéa 3;

Vu la loi du 17 juillet 1989 sur les groupements d'intérêt économique, notamment l'article 7, § 3, alinéa 4 et § 4, alinéa 3;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 relatif à la publicité des actes et documents des sociétés et des entreprises, modifié par les arrêtés royaux des 11 janvier 1993, 14 février 1994, 28 décembre 1995, 19 décembre 1996, 22 décembre 1997 et 8 décembre 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 relatif à la publicité des actes et documents des sociétés et des entreprises, est complété par les alinéas suivants :

« La subdivision spéciale du dossier peut également être composée d'une partie électronique. Le cas échéant, l'existence d'une partie électronique est mentionnée dans la partie matérielle de ce dossier.

Les pièces déposées dans la partie électronique de ce dossier reçoivent un numéro d'ordre. Un inventaire des pièces que contient cette partie électronique est automatiquement tenu à jour. Cet inventaire mentionne le numéro d'ordre, l'objet et la date de dépôt de la pièce déposée. »

Art. 2. Les articles 3, 4, 5 et 6 du même arrêté sont complétés par l'alinéa suivant :

« Le dossier peut également être composé d'une partie électronique. Le cas échéant, l'existence d'une partie électronique est mentionnée dans la partie matérielle de ce dossier. »

Art. 3. Un article 6*bis*, rédigé, comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Le dossier visé à l'article 10, § 3 de l'arrêté royal du 12 septembre 1983 portant exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, peut se composer d'une partie matérielle et d'une partie électronique. Le cas échéant, l'existence d'une partie électronique est mentionnée dans la partie matérielle de ces dossiers.

Le greffier ou son délégué vise, donne un numéro d'ordre et classe chacune des pièces qui doivent être versées dans la partie matérielle de ces dossiers. Le greffier tient à jour un inventaire des pièces. Ces inventaire mentionne le numéro d'ordre, l'objet et la date de dépôt de la pièce déposée.

Les pièces déposées dans la partie électronique du dossier reçoivent un numéro d'ordre. Un inventaire des pièces que contient cette partie électronique est automatiquement tenu à jour. Cet inventaire mentionne le numéro d'ordre, l'objet et la date de dépôt de la pièce déposée. »

Art. 4. L'article 7, § 5, alinéas 3 et 4, du même arrêté est remplacé par les alinéas suivants :

« Le greffier ou son délégué vise, donne un numéro d'ordre et classe chacune des pièces qui doivent être versées dans la partie matérielle des dossiers. Le greffier tient à jour un inventaire des pièces. Cet inventaire mentionne le numéro d'ordre, l'objet et la date de dépôt de la pièce déposée.

13 DECEMBER 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991 op de openbaarmaking van akten en stukken van vennootschappen en ondernemingen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, inzonderheid op artikel 10, § 2, tweede lid, vervangen bij de wet van 6 maart 1973 en gewijzigd bij de wet van 24 maart 1978, op artikel 10, § 3, vervangen bij de wet van 6 maart 1973 en artikel 80, vierde en vijfde lid, vervangen bij de wet van 18 juli 1991;

Gelet op de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, inzonderheid op artikel 10, § 2, vervangen bij de wet van 1 juli 1983;

Gelet op de wet van 12 juli 1989 houdende verscheidene maatregelen tot toepassing van de Verordening (EEG) nr. 2137/85 van de Raad van 25 juli 1985 tot instelling van Europese economische samenwerkingsverbanden, inzonderheid artikel 6, § 2, tweede lid en § 3, derde lid;

Gelet op de wet van 17 juli 1989 betreffende de economische samenwerkingsverbanden, inzonderheid artikel 7, § 3, vierde lid en § 4, derde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 op de openbaarmaking van akten en stukken van vennootschappen en ondernemingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 januari 1993, 14 februari 1994, 28 december 1995, 19 december 1996, 22 december 1997 en 8 december 1998;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 2 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 op de openbaarmaking van akten en stukken van vennootschappen en ondernemingen, wordt aangevuld met de volgende leden :

« De bijzondere afdeling kan eveneens uit een elektronisch deel bestaan. In voorkomend geval wordt het bestaan van een elektronisch deel vermeld in het materieel deel van dit dossier.

De neergelegde stukken die in het elektronisch deel van het dossier worden opgenomen krijgen een volgnummer. Een inventaris van de stukken die dat elektronische deel bevat wordt automatisch bijgehouden. Deze inventaris vermeldt voor ieder neergelegd stuk het volgnummer, het onderwerp en de neerleggingsdatum. »

Art. 2. De artikelen 3, 4, 5 en 6 van het zelfde besluit worden aangevuld met het volgende lid :

« Het dossier kan eveneens uit een elektronisch deel bestaan. In voorkomend geval wordt het bestaan van een elektronisch deel vermeld in het materieel deel van dit dossier. »

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een nieuw artikel 6*bis* ingevoegd, luidende :

« Het dossier bedoeld in artikel 10, § 3 van het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot uitvoering van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, kan uit een materieel deel en een elektronisch deel bestaan. In voorkomend geval wordt het bestaan van een elektronisch deel vermeld in het materieel deel van deze dossiers.

De griffier of zijn gevolmachtigde viseert al de stukken die in het materieel deel van het dossier moeten worden opgenomen, geeft ze een volgnummer en bergt ze er in op. De griffier houdt een inventaris bij van de stukken. Deze inventaris vermeldt voor ieder neergelegd stuk het volgnummer, het onderwerp en de neerleggingsdatum.

De neergelegde stukken die in het elektronische deel van het dossier worden opgenomen, krijgen een volgnummer. Een inventaris van de stukken die dat elektronische deel bevat wordt automatisch bijgehouden. Deze inventaris vermeldt voor ieder neergelegd stuk het volgnummer, het onderwerp en de neerleggingsdatum. »

Art. 4. Artikel 7, § 5, derde en vierde lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De griffier of zijn gevolmachtigde viseert al de stukken die in het materieel deel van de dossiers moeten worden opgenomen, geeft ze een volgnummer en bergt ze er in op. De griffier houdt een inventaris bij van de stukken. Deze inventaris vermeldt voor ieder neergelegd stuk het volgnummer, het onderwerp en de neerleggingsdatum.

Les pièces déposées dans la partie électronique de ces dossiers reçoivent un numéro d'ordre. Un inventaire des pièces que contient cette partie électronique est automatiquement tenu à jour. Cet inventaire mentionne le numéro d'ordre, l'objet et la date de dépôt de la pièce déposée. »

Art. 5. L'article 8, § 6, alinéas 3 et 4, du même arrêté, est remplacé par les alinéas suivants :

« Le greffier ou son délégué vise, donne un numéro d'ordre et classe chacune des pièces qui doivent être versées dans la partie matérielle des dossiers. Le greffier tient à jour un inventaire des pièces. Cet inventaire mentionne le numéro d'ordre, l'objet et la date de dépôt de la pièce déposée. »

Les pièces déposées dans la partie électronique de ces dossiers reçoivent un numéro d'ordre. Un inventaire des pièces que contient cette partie électronique est automatiquement tenu à jour. Cet inventaire mentionne le numéro d'ordre, l'objet et la date de dépôt de la pièce déposée. »

Art. 6. A l'article 10 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, les mots « sur support magnétique » sont supprimés;

2° au § 3, les mots « pour y être versé » sont remplacés par les mots « pour être versé dans la partie électronique de ce dossier ».

Art. 7. L'article 11, § 1er, alinéa 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 11 janvier 1993, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Sans préjudice des modalités techniques définies par la Banque Nationale de Belgique pour le dépôt opéré par télétransmission, le dépôt des pièces visées à l'article 1er, alinéa 2, est effectué par envoi ordinaire ou recommandé ou par remise aux guichets. »

Art. 8. A l'article 17 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 11 janvier 1993, 14 février 1994, 19 décembre 1996 et 8 décembre 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1er la phrase est complétée par les mots « ainsi que le tarif des frais de publication aux Annexes au *Moniteur belge* de la mention visée à l'article 10, § 2, qui sont perçus par la Banque Nationale de Belgique pour le compte de la Direction du *Moniteur belge* »;

2° au § 2, l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 2000.

Art. 10. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 décembre 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

De neergelegde stukken die in het elektronische deel van de dossiers worden opgenomen, krijgen een volgnummer. Een inventaris van de stukken die het elektronische deel bevat wordt automatisch bijgehouden. Deze inventaris vermeldt voor ieder neergelegd stuk het volgnummer, het onderwerp en de neerleggingsdatum »

Art. 5. Artikel 8, § 6, derde en vierde lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De griffier of zijn gevolmachtigde viseert al de stukken die in het materiële deel van de dossiers moeten worden opgenomen, geeft ze een volgnummer en bergt ze er in op. De griffier houdt een inventaris bij van de stukken. Deze inventaris vermeldt voor ieder neergelegd stuk het volgnummer, het onderwerp en de neerleggingsdatum. »

De neergelegde stukken die in het elektronische deel van de dossiers worden opgenomen, krijgen een volgnummer. Een inventaris van de stukken die het elektronische deel bevat wordt automatisch bijgehouden. Deze inventaris vermeldt voor ieder neergelegd stuk het volgnummer, het onderwerp en de neerleggingsdatum. »

Art. 6. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 worden de woorden « op magnetische drager » geschrapt;

2° in § 3 worden de woorden « om eraan te worden toegevoegd » vervangen door de woorden « om aan het elektronische deel van dit dossier te worden toegevoegd ».

Art. 7. Artikel 11, § 1, derde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 11 januari 1993, wordt vervangen als volgt :

« Onverminderd de technische voorwaarden die de Nationale Bank van België voor de neerlegging door teletransmissie vaststelt, gebeurt de neerlegging van de stukken bedoeld in artikel 1, tweede lid, door gewone of aangetekende verzending of door afgifte aan de loketten. »

Art. 8. In artikel 17 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 januari 1993, 14 februari 1994, 19 december 1996 en 8 december 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De zin in § 1 wordt aangevuld door de woorden « alsmede van de kosten van bekendmaking in de Bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* van de mededeling bedoeld in artikel 10, § 2, die door de Nationale Bank van België voor rekening van het Bestuur van het *Belgisch Staatsblad* worden geïnd »;

2° in § 2 wordt het vierde lid opgeheven.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2000.

Art. 10. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 december 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

F. 1999 — 4051

[C — 99/16400]

9 DECEMBRE 1999. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 1^{er} juillet 1999 relatif à une avance récupérable aux producteurs dont les porcs font l'objet d'un ordre d'abattage dans le cadre de la contamination par des dioxines

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée par les lois des 11 avril 1983 et 29 décembre 1990, l'arrêté royal du 25 octobre 1995 et les lois du 5 février 1999;

Vu l'arrêté royal du 3 juin 1999 relatif à des mesures temporaires en matière de commerce de produits agricoles à la suite de la contamination par des dioxines, modifié par l'arrêté royal du 16 juin 1999;

Vu l'arrêté ministériel du 18 juin 1999 relatif à la mise à mort d'animaux dans le cadre des mesures temporaires en vue de lutter contre la dispersion de la contamination par des dioxines;

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

N. 1999 — 4051

[C — 99/16400]

9 DECEMBER 1999. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 1 juli 1999 betreffende een terugvorderbaar voorschot aan de producenten waarvan de varkens het voorwerp van een aflachtingsbevel uitmaken in het kader van de dioxinebesmetting

De Minister van Landbouw en Middenstand,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw-, en zeevisserijproducten, gewijzigd bij de wetten van 11 april 1983 en 29 december 1990, het koninklijk besluit van 25 oktober 1995 en de wetten van 5 februari 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juni 1999 houdende tijdelijke maatregelen inzake de handel in landbouwproducten ingevolge de dioxinecontaminatie, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 juni 1999;

Gelet op het ministerieel besluit van 18 juni 1999 betreffende de afmaking van dieren in het kader van de tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de dioxineverspreiding en -besmetting;